

L'ENTRAIDE REPRESSIVE INTERNATIONALE

Cette entraide s'est renforcée au cours du temps, ainsi sont mis en place plusieurs institutions et mécanismes.

CHAPITRE 1 **LA CONVENTION DE SCHENGEN**

L'accord a été signé en 1985 et 1990 entre l'Allemagne fédérale la France et les états Benelux qui a donné lieu à la signature de la convention de S, les accords de Schengen autorisent la libre circulation des personnes et harmonisent le contrôle des voyageurs entre les Etats concernés (« espace Schengen »). Ils lient les Quinze, à l'exception du Royaume-Uni et de l'Irlande.

Création d'un fichier commun de recherche entre états membres, dénommé le système d'information S.

LE SIS

Il préserve l'ordre et la sécurité publics, de l'état, son organe central se trouve à Strasbourg et des organes nationaux dans chacun des états membres.

Il comporte un organe central qui alimente les unités nationales en données informatiques concernant les personnes recherchées et aux objets. Il reçoit de manière automatique les informations par les unités nationales. Les échanges complémentaires se font par les bureaux SIRENE qui se trouvent dans chaque état membre.

Afin de faciliter la communication entre les services des états membres la convention prévoit la mise en place de structures de liaison dans les zones frontalières. Il s'agit des lignes téléphoniques ou radio et de l'échange matériel.

LA COOPERATION POLICIERE

La convention prévoit une obligation d'assistance mutuelle en matière de prévention et de répression des infractions, elle crée droit de poursuite et d'observation transfrontalière.

L'assistance entre les services de police consiste en l'échange d'informations écrites, ces informations écrites ne peuvent être par un Etat qu'avec l'accord de l'autorité judiciaire compétente du pays dont elles proviennent.

Selon son article 40 les policier ou gendarmes chargés de surveiller dans le cadre d'une procédure judiciaire un auteur ou un complice peuvent poursuivre cette surveillance sur le territoire d'un autre Etat de l'espace de Schengen. En principe il faut obtenir une autorisation de l'Etat sur lequel aura lieu la surveillance, cette demande de surveillance doit se faire sur la base d'une entraide judiciaire.

En France la demande est reçue par l'unité centrale de coopération policière internationale dont l'autorisation est délivrée par le magistrat de la Mission Justice près de la SIRENE. Par contre en cas d'urgence le droit d'observation peut se faire même si aucune entraide judiciaire n'a été préalablement demandée. Dans ce cas le franchissement de la frontière sera communiqué aux autorités compétentes et une demande d'entraide judiciaire sera transmise sans délai.

Il existe le droit de poursuite dans l'article 41 qui permet aux policiers d'un état de poursuivre une personne sur le territoire d'un autre Etat de la zone de S dans le CADRE DE FLAGRANT DELIT : que la personne vienne de commettre ou tenter une infraction ou vienne de s'évader

CHAPITRE 2 **EURAJUST ET EUROPOL**

Elles renforcent la coopération judiciaire et policière.

I L'office européenne de police (OPE) : EUROPOL

Crée par la convention de l'union européenne le 26 juillet 1995

La coopération entre les états membres concerne la lutte contre les infractions de criminalité internationale organisée selon son article 2 et de son annexe : trafic de stupéfiant, traite des êtres humains, terrorisme...

Son rôle a été étendu depuis 2002 aux criminalités internationales devant faire l'objet d'une action prioritaire.

OPE a pour fonction principale l'échange d'informations. L'Europol doit favoriser les échanges d'informations, de faciliter les enquêtes...

Son siège est à la Haye.

Elle a un « système d'information informatisée » alimenté par les états membres et par l'Office. Ce système regroupe les informations aux personnes qui sont soupçonnées d'avoir commis une infraction ou participé à une infraction relevant de la compétence de Europol.

II L'unité EUROJUST

C'est un organe de l'Union Européenne qui est chargé de faciliter la coopération judiciaire et il est composé d'un membre national.

Cet organe qui ne peut pas effectuer elle-même les actes d'enquête. Il agit par l'intermédiaire de ses représentants nationaux et dispose d'un certain nombre de prérogatives selon l'article 695-5 CPP.

-informer le PG des infractions dont elle a eu connaissance et de lui demander de procéder à une enquête ou de faire engager des poursuites.

-de demander au PG de dénoncer ou de faire dénoncer des infractions aux autorités compétentes d'un autre Etat membre de l'UE.

-de lui demander de faire mettre en place une équipe commune d'enquête

-de lui demander ou au JI de lui communiquer les informations issues de procédures judiciaires nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

Si le PG ou le JI ne donnent pas suite à une demande de l'unité de l'Eurojust il informe u plus vite de la décision et de ses motifs

III LES EQUIPES COMMUNES D'ENQUETE

Ces équipes communes d'enquête sont composées des autorités judiciaires ou policières de deux États membres au moins. Elles sont chargées de mener des enquêtes dans des domaines précises et pour une durée limitée.

Il existe deux cas de création d'équipe : dans le cadre d'une procédure française pour les enquêtes complexes

Dans le cadre d'enquêtes parallèles de plusieurs États membres à des infractions qui exigent une action coordonnée et concertée entre les États membres concernés.

CHAPITRE 3 **MANDAT D'ARRET EUROPEEN ET D'EXTRADITION (MEE)**

L'extradition est un instrument de coopération judiciaire internationale qui permet de remettre à l'état la personne dont il réclame aux fins de jugement.

Le MEE est une innovation importante qui facilite une telle remise par des relations entre autorités et non entre gouvernements.

1. Le mandat d'arrêt européen

Ses conditions relatives à la personne recherchée

Il faut que la personne soit âgée de plus de 13 ans au moment des faits faisant l'objet du mandat.

Ce mandat est refusé si il a été établi que ce dernier a été émis en raison de discrimination (sexe, âge, race, religion...).

Conditions relatives à l'infraction

Soit des faits punis d'une peine privative de liberté d'une durée égale ou supérieure à un an
Soit des faits punis d'une mesure de sûreté privative de liberté d'une durée égale ou supérieure à un an ou quand une mesure de sûreté a été infligé qui est égale ou supérieure à 4 mois d'emprisonnement.

Il faut que les faits objets du mandat soient constitutifs d'une infraction aux yeux de la loi française.

Le législateur peut refuser la remise de la personne recherchée : si les faits émis peuvent être jugés par les juridictions françaises et que l'action publique est éteinte par l'amnistie ou si il y a prescription de l'action publique ou de la peine se trouve acquise.

L'autorité peut refuser ce MAE si les faits ont été commis en France si elle a été commise en dehors du territoire de l'Etat membre de d'émission et que la loi française n'autorise pas la poursuite de l'infraction si faite en dehors du territoire national.

Si la personne est française et fait l'objet d'une peine ou d'une mesure de sûreté privative de liberté

Sa mise en oeuvre

Il doit contenir l'identité et la nationalité de la personne, sur l'autorité judiciaire dont il émane et l'infraction qui lui sert de fondement

Soit il est adressé à l'autorité judiciaire compétente d'exécution qui doit laisser une trace écrite

Sa transmission peut également se faire par voie du système d'information Schengen ou de télécommunication sécurisé du réseau judiciaire européen ou pas l'organisation internationale de police criminelle : INTERPOL.

Si le MAE est émis par les juridictions françaises, c'est le ministère public qui dispose de cette possibilité de remise de la personne recherchée après avoir émis le MAE.

La personne remise ne peut pas être condamnée ou poursuivie en vue d'une peine privative de liberté pour une infraction commise antérieurement à la remise.

Si le MAE est émis par les juridictions étrangères, c'est le PG compétent territorialement qui met en œuvre la procédure de remise.

Cette personne doit être assisté d'un avocat de son choix ou commis d'office

Cette personne est incarcérée sous les ordres du PG à la maison du siège de la cour d'appel et avise le PR.

Puis elle comparaît devant la chambre d'instruction.

Si la personne est consentante à sa remise, la CI l'informe de son caractère irrévocable. Si les conditions de la remise sont complètes la CU rend une arrêt par lequel elle donne acte du consentement de la personne à être remise. La CI statue dans les 7 jours de la comparution devant elle de la personne recherchée.

Si la personne ne consent pas cette remise la CI par une décision dans un délai de 20 jours à compter de la date de comparution

Intervient ensuite la **remise proprement dite** qui est de la compétence du PG. La remise se fait à l'**autorité judiciaire de l'état d'émission** dans les 10 jours de la décision définitive de la chambre de l'instruction

En cas de circonstances graves atteignant la personne en question la CI peut reculer la date de remise

EXTRADITION

L'**extradition** est une procédure juridique par laquelle un Etat livre l'auteur d'une infraction à un État étranger qui le réclame, pour qu'il puisse y être jugé ou exécuter sa peine.

La personne visée doit faire l'objet d'une poursuite intenté au nom de l'état requérant .

L'extradition n'est admise que si la demande a été commise : soit sur le territoire de l'état requérant par un ressortissant de cet état ou par un étranger

Soit en dehors de son territoire par un ressortissant de cet état ou en dehors de cet état par une personne étrangère à cet Etat

Les infractions qui peuvent donner lieu à l'extradition : faits punis d'une peine criminelle par la loi requérant, correctionnels par la loi de l'Etat requérant quand le maximum de la peine d'emprisonnement est égal ou supérieur à deux ans.

L'extradition peut ne peut pas être accordée : si le délit ou le crime prend le caractère politique ou si l'extradition se fait dans un but politique.

La personne extradée ne doit pas être poursuivie ou condamnée pour une infraction qui n'est pas motivée par l'extradition

Sa procédure

Elle est prévue entre les états membre d l'union européenne, si la personne consent son extradition, il comparaitra dans un délai de 5 jours devant la CI. Lors de sa comparution le président de la chambre constate son identité et recueille ses déclarations et lui demande s'il maintient son consentement à son extradition. Si cette personne se rétracte c'est la procédure de droit commun qui s'applique si elle maintient la chambre lui demande si elle entend de renoncer à la règle de la spécialité. Quand les conditions d'extradition sont remplies, elle délivre un arrêt par lequel elle donne acte du consentement de la personne extradée.

La personne peut former un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la chambre de l'instruction accordant son extradition

Quand la chambre d'I accorde l'extradition de la personne réclamée, le PG en avise le ministre de la justice qui informe les autorités compétentes